

Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal du 17 février 2017 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées

Avis du Conseil d'État

(24 avril 2018)

Par dépêche du 9 mars 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte coordonné du règlement grand-ducal du 17 février 2017 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, incorporant les modifications proposées dans le texte sous avis.

L'avis de la Chambre d'agriculture n'a pas encore été communiqué au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil permet aux États membres d'accorder des paiements destinés aux agriculteurs dans les zones de montagne ou dans d'autres zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques afin d'indemniser les agriculteurs pour les pertes de revenus et les coûts supplémentaires liés au handicap de la zone concernée. Il prévoit que ces paiements, introduits sous l'ancien plan de développement rural (PDR) 2007-2013, sont reconduits par les États membres jusqu'en 2017 inclus. Cette période avait été inscrite dans le règlement grand-ducal précité du 17 février 2017.

Le règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2017¹, règlement dit « Omnibus », prévoit une modification du règlement (UE) n° 1305/2013 en allongeant la période transitoire jusqu'en

¹ Règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2017 modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), (UE) n° 1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, (UE) n° 1307/2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et (UE) n° 652/2014 fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux.

2018 inclus. Le texte sous avis entend tenir compte de cet allongement et modifie l'article 12 du règlement grand-ducal précité du 17 février 2017.

Examen des articles

Articles 1^{er} et 2

Le texte du projet de règlement grand-ducal sous avis n'appelle pas d'observation quant au fond.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Au premier visa, il y a lieu d'insérer le terme « modifiée » entre la nature et la date de la loi auquel il est fait référence, étant donné que celle-ci a déjà fait l'objet de plusieurs modifications depuis son entrée en vigueur. Par ailleurs, il convient d'insérer une virgule avant les termes « et notamment son chapitre 19 ».

Au deuxième visa, il convient de reproduire fidèlement l'intitulé de la loi visée, tel que publié officiellement, en écrivant les termes « service d'économie rurale » avec une lettre « s » minuscule.

Il y a lieu d'omettre le troisième visa, le règlement européen auquel il est fait référence ayant été abrogé.

Au quatrième visa (troisième selon le Conseil d'État), il convient d'insérer une virgule avant les termes « et notamment ».

Le visa relatif à la consultation de la Chambre d'agriculture est à adapter pour le cas où l'avis demandé ne serait pas parvenu au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

Article 2

Étant donné que l'exécution d'un règlement grand-ducal doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement dont question. Partant, il convient d'écrire « ministre » avec une lettre initiale minuscule.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 24 avril 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes